



Appel de l'intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche

Le 27 mars, amplifions la mobilisation pour le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche !

Ces dernières semaines, de nombreuses mobilisations dans l'Enseignement supérieur et la Recherche (ESR) ont rassemblé des milliers de personnes. Depuis le mois de décembre 2024, les étudiant·es sont mobilisé·es pour dénoncer la casse de l'enseignement supérieur. L'intersyndicale a appelé les personnels à les rejoindre pour obtenir un tout autre budget pour l'ESR avec notamment une journée nationale de mobilisation le 11 février dernier.

Le 8 février, des représentants syndicaux de plusieurs pays se sont rassemblés pour défendre les libertés académiques, et le 7 mars, la mobilisation "Stand Up for Science" a rassemblé plusieurs milliers de personnes en soutien aux scientifiques états-unien·nes licencié·es par l'administration Trump-Musk ou empêché·es de mener à bien leurs recherches, en particulier par des coupes budgétaires ciblées, des interdictions de thématiques de recherche, la suspension d'accès aux banques de données ou encore des annulations de collaboration avec des équipes de recherche françaises. Ces derniers jours, un seuil a été franchi. Face à cette lame de fond à laquelle font face l'université et la recherche publiques, l'intersyndicale rappelle que face à l'obscurantisme, il est urgent de défendre la liberté de production et de diffusion des savoirs, comme bien commun et facteur de progrès social.

La journée nationale de mobilisation dans l'ESR du 11 mars, à l'initiative de l'intersyndicale, a été une réussite : des milliers d'étudiant·es et personnels se sont retrouvé·es dans les manifestations et les rassemblements pour exiger un autre budget pour le service public de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, dénoncer les coupes budgétaires imposées aux universités, aux organismes de recherche et au CROUS, ainsi que les résultats de la campagne d'évaluation de la vague E par le HCERES qui mettent en danger des centaines de formations publiques qui accueillent et diplôment plus de 50 000 étudiant·es.

Nos organisations appellent à amplifier la mobilisation dès maintenant, y compris par la grève.

Alors que les besoins de la recherche publique face aux défis sociaux, économiques et environnementaux qui se présentent et qu'une formation de qualité pour toutes et tous n'ont jamais été aussi essentiels, que la science et les scientifiques sont menacés aux Etats-Unis, et plus

largement partout dans le monde, **nos organisations appellent toutes et tous les collègues et étudiant·es à se mobiliser, y compris par la grève, et à participer massivement à toutes les actions, rassemblements ou manifestations organisés localement, le jeudi 27 mars, partout en France. À Paris, la manifestation partira à 13h de la place de la Sorbonne.**

Nos organisations exigent notamment :

- un budget rectificatif afin de garantir les campagnes d'emplois, les budgets de fonctionnement et d'investissement indispensables pour assurer la rentrée universitaire 2025 dans des conditions décentes et permettre aux organismes de recherche à mener à bien leurs missions en refusant que le contexte international serve de prétexte à la paupérisation de nos services publics ;
- une préparation du budget 2026 - pour lequel les discussions s'ouvrent actuellement dans les établissements - qui prenne en compte les besoins réels du service public de l'ESR (voir les revendications de l'intersyndicale dans le dossier de presse du 10 décembre) ;
- la mise en œuvre de la réforme systémique des bourses, l'augmentation des bourses doctorales, l'abandon de toute mesure qui conduirait à une augmentation des frais d'inscription, le développement du CROUS et de l'aide au logement et aux repas pour toutes et tous les étudiant·es ;
- un bilan de la campagne d'évaluation des formations par le HCERES qui vient de se terminer, la neutralisation des avis de la vague E ;
- l'abandon de tout projet de type "key labs" au CNRS et dans les autres EPST qui vise à concentrer les moyens pour rendre admissible la réduction des crédits.

Paris, le 20 mars 2025